

Perspectives

N°23/213 – 19 juillet 2023

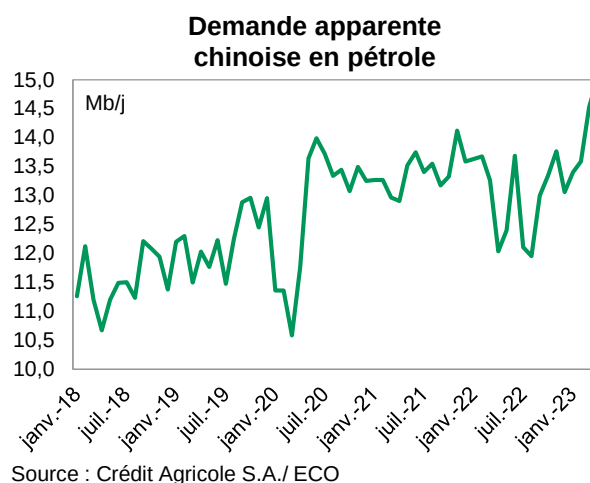
SCÉNARIO 2023-2024

Pétrole : la remontée des cours se fait désirer

Si les réductions de production annoncées par l'OPEP+ n'ont pas eu l'effet escompté sur les cours, elles pourraient bien finalement tendre le marché sur le second semestre 2023 et en 2024, à condition toutefois qu'elles soient bien appliquées.

Les réductions successives de quotas de l'OPEP+ et l'annonce récente de l'Arabie saoudite de réduire d'un million de barils supplémentaires par jour, en juillet prochain, ne parviennent pas à relancer les cours au-delà de la barre des 80 dollars par baril. Il faut dire que les craintes de récession pèsent sur la demande, notamment dans les pays de l'OCDE. Alors que, selon l'Agence Internationale de l'Énergie, la demande mondiale en pétrole devrait augmenter de 2,2 millions de barils par jour en 2023, la croissance de la demande des pays de l'OCDE ne devrait pas dépasser 300 000 barils par jour. L'Asie devrait donc rester le moteur principal de la croissance de la demande en pétrole en 2023, comme le suggère l'augmentation de la demande chinoise en mars et avril derniers.

Malgré une volonté affichée de réduire sa production, l'OPEP+ ne parvient toujours pas à atteindre ses objectifs. En cumulant les réductions annoncées en novembre 2022 et avril 2023, l'OPEP+ devrait produire 3,66 millions de barils de moins qu'en août 2022. Selon les données de l'Agence Internationale de l'Énergie, au mois de mai 2023, l'OPEP+ n'aurait réduit sa production que de 1,35 million de barils par jour par rapport à août 2022. Alors que les quatre gros producteurs du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Irak, Koweït et Émirats arabes unis) ont réduit leur production de 1,9 million de barils par jour, d'autres membres de l'OPEP+ se montrent moins disciplinés. C'est notamment le cas du Nigéria et du Kazakhstan, dont les pétroles sont particulièrement appréciés par l'Europe comme substitut de choix au pétrole russe. L'Iran, qui n'est pas soumis aux systèmes de quotas, augmente également sa production malgré l'embargo. Quelques fissures apparaissent dans la cohésion de l'OPEP+. Plusieurs pays semblent reprocher un manque de transparence du système de quotas mis en place par l'axe Arabie saoudite-Russie. Hors OPEP+, de nombreux pays producteurs ont aussi augmenté leur production de pétrole. C'est le cas des États-Unis avec environ 650 000 barils par jour entre les mois d'août 2022 et avril 2023. Sur la même période, les États-Unis ont également prélevé l'équivalent de 350 000 barils par jour sur leurs réserves stratégiques, permettant ainsi de compenser la majeure partie des baisses nettes de production de l'OPEP+.



Notre scénario se fonde sur une relative bonne cohésion au sein du groupe OPEP+ en 2023 et 2024, avec une Arabie saoudite toujours prête à défendre le cartel qu'elle dirige, en modulant sa production en fonction de celles des autres membres du groupe. La production américaine devrait commencer à atteindre un possible plateau autour de 19 millions de barils par jour. Nous estimons que les technologies nécessaires pour booster les productions de roches-mères ne seront pas encore largement déployées en 2023 et 2024. Pour limiter l'effet sur les prix de la réduction d'un million de barils par jour cet été pendant la « *driving season* » aux États-Unis mais aussi en Europe, les États-Unis continueront à prélever sur leurs réserves stratégiques jusqu'à la fin du troisième trimestre 2023 à un rythme toutefois plus faible que celui de 670 000 barils par jour entre le 25 février et le 31 décembre 2022.

Dans l'hypothèse d'une relative bonne discipline et d'une cohésion de l'OPEP+, les capacités de l'offre à s'adapter à une augmentation de la demande devraient faiblir. Avec une croissance de la demande de pétrole d'un million de barils en 2024, le marché pétrolier devrait se tendre progressivement. **Notre scénario est donc basé sur un prix moyen du pétrole de 83 et 93 dollars par baril en 2023 et 2024 respectivement.**

Article publié le 30 juin 2023 dans notre trimestriel
[Monde – Scénario macro-économique 2023-2024 : une "normalisation" laborieuse](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
13/07/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
13/07/2023	La nouvelle frontière de l'impératif de sécurité économique européen	Union européenne
13/07/2023	Zone euro – Scénario 2023-2024 : un chemin heurté vers la normalité	Zone euro
10/07/2023	Espagne – La demande étrangère soutient la croissance	Espagne
10/07/2023	Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : la résistance de la demande impose une poursuite du resserrement monétaire	Royaume-Uni
10/07/2023	PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole	Agri-Agroalimentaire
07/07/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Vincent Guéganic – Statistiques : Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Études ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Études ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.